



Independent observer  
of the Global Fund

## LES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES PROPOSÉES PAR TRUMP N'AFECTENT PAS LE FONDS MONDIAL

Les États-Unis tiendront leurs promesses vis-à-vis du Fonds mondial, c'est ce qui ressort de l'ébauche de budget que le Président Trump a envoyée au Congrès en mars. Lors de la dernière reconstitution des ressources du Fonds mondial, les États-Unis de l'administration Obama ont promis 4,3 milliards de dollars pour la période 2017/2019, soit 1,43 milliard par an.

L'ébauche de budget, également appelée « skinny budget » par les Américains, ou « budget maigre », préserve également le financement réservé au PEPFAR, à l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme et à l'Alliance GAVI, ainsi qu'aux programmes nationaux de lutte contre le VIH.

L'ébauche ne cite pas de montants pour les engagements ci-dessus, ces détails figureront dans la proposition finale de budget de mai.

Ces initiatives sont les rares « gagnants » dans la foule de « perdants » visés par les propositions de réductions budgétaires de Trump en matière de santé, d'aide extérieure et d'affaires étrangères. Ainsi, le projet de budget envisage une réduction de 5,8 milliards de dollars du budget des National Institutes of Health, qui financent la recherche scientifique fondamentale et clinique, soit 20 % de leur budget. Un de ces instituts nationaux de la santé est le National Institute for Allergy and Infectious Diseases (Institut national des allergies et des maladies infectieuses), dont fait partie la Division du sida.

Selon ce projet de budget, la Banque mondiale et d'autres banques de développement perdraient 650 millions de dollars sur trois ans. Le financement des Nations Unies, quant à lui, notamment des organismes de l'ONU, se verrait également réduit, sans toutefois qu'il soit fait mention de montants ni de pourcentages. Le financement de plusieurs organismes consacrés à des questions d'envergure mondiale,

comme la Fondation pour le développement africain et le Fogarty International Center, qui promeut et soutient la recherche scientifique et la formation à l'échelle internationale en vue de réduire les inégalités en matière de santé dans le monde, serait entièrement éliminé.

## Réactions

Selon Hilary McQuie, directrice des politiques américaines et de la mobilisation de la base pour la santé de Health GAP, le budget maigre du Président Trump a raison de maintenir les engagements envers le PEPFAR et le Fonds mondial, car ils sont le reflet d'un engagement bipartite profondément enraciné en faveur de la prévention et du traitement du VIH dans le monde, et parce qu'ils sont « une priorité commune des défenseurs des droits de l'Homme et de la santé mondiale, des experts en matière de sécurité nationale, des professionnels de la santé et de la communauté confessionnelle ».

« Malgré tout, plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH n'ont pas accès au traitement, et des millions meurent inutilement en raison de l'austérité budgétaire », déclare Mme Mc Quie. « Deux milliards de dollars de ressources supplémentaires sont nécessaires chaque année de la part des États-Unis pour financer pleinement le PEPFAR et le Fonds mondial. Le maintien de la situation n'est pas un motif de réjouissance – c'est la décision de ne pas entreprendre l'intensification nécessaire... ce qui laisse 19 millions de personnes non traitées et entraînera des millions de décès évitables. »

Mme McQuie se dit inquiète des réductions proposées du budget des National Institutes of Health et d'autres programmes de santé mondiale, qui, selon elle, rendront l'objectif d'élimination de l'épidémie de sida d'ici 2030 plus difficile à atteindre. « Réduire les budgets de la santé et de la recherche – nationaux ou mondiaux – est une approche à courte vue qui accepte des réductions à courte terme au prix de vie humaines, d'une hausse des coûts à long terme et de l'abandon de nouveaux médicaments prometteurs contre le VIH déjà en cours de développement », ajoute-t-elle. « Nous demandons au Congrès de refuser les réductions proposées et de financer pleinement la part des États-Unis de l'intensification du traitement du sida à l'échelle mondiale dans le budget final. »

Dans un article paru le 16 mars dans Vox, Julia Belluz écrit :

« De manière plus générale, le financement de la lutte contre le sida et le paludisme n'est pas sécurisé. La protection des programmes de lutte contre ces maladies s'inscrit dans le contexte des importantes réductions du budget des National Institutes of Health, ainsi que de la réduction de 30 pour cent du Département d'État et d'USAID – entités qui sont également des acteurs clés de la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH et le paludisme. Le budget prévoit également de réduire le financement prévu pour le système des Nations Unies, ce qui risque d'affecter l'Organisation mondiale de la Santé. Bref, il se peut qu'au final, même les gagnants apparents de ce budget en matière de santé ne sortent pas gagnants. »

L'ébauche de budget de M. Trump, et le budget final qu'il présentera en mai, représentent un énoncé des priorités de son administration, rien de plus. Comme Aidsplan le signalait dans un [article](#) du numéro 38 de l'OFM, on s'attend à ce que le budget adopté par le Congrès soit bien différent de ce que M. Trump propose aujourd'hui. De plus, le budget est distinct des autorisations de dépenses qui financeront les différents ministères et programmes du gouvernement des États-Unis.

[Read More](#)

---